

- 5 AVR. 2022

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du
pris à l'encontre de la société Briane-Environnement,
dont le siège social est situé 8, rue Clément Ader, sur le territoire de la commune de Saint-juery
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 applicables
aux installations exploitées à la même adresse**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022, portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet d'ALBI, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 autorisant la SAS Briane-Environnement à exploiter une installation de transit de déchets industriels banals et une installation de valorisation de verre usagé sur le territoire de la commune de Saint-Juéry ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2021, mettant à jour et renforçant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé qui dispose : « *Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :*
- *les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées au moyen d'une balayeuse à une fréquence hebdomadaire au minimum;*
 - *[...]*
 - *l'exploitant établit une consigne, en cas d'appel de toute personne extérieure au site signalant la présence de verre, que la balayeuse du site soit utilisée pour remédier au problème constaté. Un registre indique la date de chaque utilisation de la balayeuse à l'extérieur du site;*
 - *des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.*
- Des dispositions équivalentes peuvent être prises, en lieu et place de celles-ci.» ;*
- Vu** l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé qui dispose : « *Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés).*
- Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.*
- Les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. En particulier toutes les opérations de broyage (à l'exception de celle de l'installation 31), criblage, séchage, ensachage, transfert, chargement vrac de verre sont réalisés à l'intérieur des bâtiments fermés existants et du bâtiment destiné à abriter les installations 21 et 22.*

Ces bâtiments font l'objet d'un entretien régulier pour garantir en permanence leur confinement.

Les produits finis de l'installation 21 sont stockés dans des silos et des sacs et des big bag situés à l'intérieur des bâtiments. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 mars 2022 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 9 février 2022, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 4 mars 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 février 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas procédé à l'installation d'un bardage métallique en remplacement de l'écran végétal mort ;
- l'exploitant n'a pas stocké le résidu 50 et le produit 400-800 dans un contenant permettant de limiter les émissions de poussières lors du chargement pour reprise ;
- les installations 21 et 22 sont toujours à l'origine d'émissions diffuses de poussières malgré les mesures prises dans le plan d'action poussière ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 2.1.4 et 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Briane-Environnement de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Arrête

Article 1^{er} – La société Briane-Environnement exploitant une installation de traitement de verre sise 8 rue Clément Ader, sur la commune de Saint-Juery est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais maximum précisés ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté :

- de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé en réalisant les travaux relatifs à l'installation du bardage métallique **sous quatre mois** ;
- de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé en réalisant les travaux relatifs au stockage du résidu 50 et du produit 400-800 dans un contenant permettant de limiter les émissions de poussières lors du chargement pour reprise **sous trois mois** ;
- de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 susvisé en mettant en place les mesures correctrices complémentaires au "plan d'actions poussières" existant afin de permettre la maîtrise des émissions diffuses des installations 21 et 22 **sous quatre mois**.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie Saint-Juery en vue de l'information des tiers.

Le même arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

- Conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ; par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Juery sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Briane-Environnement.

Fait à Albi, le - 5 AVR. 2022

Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,



Fabien CHOLLET